

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 9 février 2026 - 1,50 €

N° 174

Apocalypse now

Le feuilletton de l'affaire Epstein – que l'on doit prononcer désormais Epstine, comme le Frankenstine du film *Frankenstein junior* de Mel Brook –, n'en finit pas d'occuper la scène médiatique anglo-saxonne. Un peu moins chez nous où les journalistes sont restés prudents avant de commenter le déballage des noms de Français cités dans les 3 millions de pages publiées le 30 janvier par le département de la Justice américain. Celui-ci en a d'ailleurs aussitôt retiré quelques milliers, pour flouter des photos ou effacer les mentions permettant de reconnaître des victimes. Mais des journalistes avaient déjà pris la précaution de sauvegarder ces éléments par des copies d'écran.

Comme toujours, quand un scandale mêle l'argent, le sexe – avec détournement de mineurs et même enlèvement d'enfants – et la politique, la question qui obnubile est de savoir qui savait et n'a rien dit et pourquoi. Beaucoup de hauts personnages américains – Donald Trump, Bill Clinton, Elon Musk, Bill Gates... – ont fréquenté Jeffrey Epstein et sa complice Ghislaine Maxwell, mais aucun peut-être n'avait une vision globale du plus vaste système de prédation, de corruption et de chantage (avec près de 100 000 photos compromettantes) sans doute jamais mis en place dans l'histoire du monde.



La mort éminemment suspecte de Jeffrey Epstein dans sa prison de Manhattan le 10 août 2019 aura évité le grand procès dont les effets collatéraux faisaient trembler dans des dizaines de pays. La Justice américaine écarte pour l'instant de nouvelles poursuites. Mais les personnalités citées ne sont pas quittes. À la merci d'une nouvelle révélation précisant la nature de leur implication... On l'a vu avec la démission forcée de Jack Lang de l'Institut du monde arabe le 8 février.

Pendant ce temps, les guerres et menaces de guerre (Ukraine, Iran...) semblent presque oubliées. Quand elles reviendront sur le devant de l'actualité, relègueront-elles l'affaire

Epstein au niveau d'autres affaires du même type qui ont toujours plus ou moins existé (on pourrait remonter à Gilles de Rais, voire aux turpitudes supposées de l'empereur Tibère décrites par Suétone...)?

Des « complotistes » essaient de faire le lien entre ces actualités de natures différentes. Dans un climat de « fin du monde », le terme d'apocalypse revient. Il est pertinent puisque le titre du dernier livre de la Bible chrétienne veut tout simplement dire dévoilement. Au moment du Jugement dernier, « Tout ce qui a été caché sera découvert, tout ce qui est secret sera connu », dit Jésus (Luc 12 h 2-3). Pour certains, c'est maintenant : *Apocalypse now...*

pour citer un autre film américain... Quant au sens de tous ces crimes ? Ils nous laissent face à un abîme de perplexité et de douleur devant le mystère du mal.

Frédéric Aimard

SOMMAIRE

P. 1 : Apocalypse now. P. 2 : Ballets bleus. – Censure. P. 3 : Lectures. P. 4 : Balance commerciale agro-alimentaire. – Biographie d'Hervé de Guébriant. P. 5 : Superbowl. P. 6 : Bitcoin en crise. – Costa Rica. P. 7 : L'Olympiade de l'élégance. – Rétromobile.

■ **Scandale Epstein** : Jack Lang, dont le nom serait cité six cent fois dans les documents publiés par la justice américaine sur l'affaire Epstein, avait été convoqué à la demande l'Élysée par le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot le 8 février. Il devait s'expliquer sur les liens d'affaires que lui-même et sa fille Catherine avaient avec le milliardaire prédateur sexuel alors qu'il est président de l'Institut du monde arabe, institution parisienne financée par l'État français. Il a préféré démissionner de cette instance de lui-même et l'entretien a été annulé. Le gouvernement lui cherche un successeur.

■ **Commerce extérieur** : Selon l'Insee, la balance commerciale française des biens et services a été excédentaire de 5 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025. C'est la première fois depuis 20 ans et la tendance pourrait se confirmer à moyenne échéance grâce aux exportations d'avions Airbus et d'électricité et au ralentissement des importations.

■ **Fait divers** : Un élève de 3ème, 14 ans, a tenté d'assassiner, en lui portant 6 coups de couteau, sa professeur d'art plastique, 60 ans, le 3 février à Sanary-sur-Mer (Var). L'homme de 55 ans qui, en 2022 dans le quartier de La Duchère à Lyon, avait jeté du balcon, au 17e étage, son voisin juif de 89 ans, a été condamné à 18 ans de prison le 5 février par la cour d'assises du Rhône. Le mobile antisémite n'a pas été retenu.

■ **Uber** : On a appris le 2 février que la somme réclamée par l'Urssaf à la plateforme de taxis Uber est de 1,7 milliard d'euros. 350 millions ont été gelés par le parquet de Paris en attendant l'issue judiciaire de ce différend à propos des cotisations sociales des chauffeurs. Uber les considère comme des indépendants. Mais l'organisme de sécurité sociale et l'inspection du Travail estiment qu'il s'agit de salariés.

Ballets bleus

Jean-Marc Morandini, animateur d'une émission d'information en direct sur CNews, a été condamné deux fois pour corruption de mineurs et harcèlement sexuel, des faits qui ont eu lieu alors qu'il produisait le feuilleton « Les Faucons », diffusé sur Internet en 2016. Le 22 janvier 2026, il a annoncé qu'il renonçait à toute forme de recours et a présenté ses excuses à ses victimes. Mais, selon Médiapart, il serait visé par une nouvelle plainte pour une tentative de corruption de mineur qui aurait eu lieu en 2012...

Il se servait de sa notoriété pour attirer à lui de jeunes hommes souhaitant faire une carrière à la télévision et, sous prétexte de casting, leur demandait des photos d'eux dénudés ou leur faisait des propositions indécentes.

Qu'il se soit adressé notamment à des adolescents a particulièrement choqué ses collègues journalistes de CNews Sonia Mabrouk et Laurence Ferrari, réagissant en mères de famille et mettant en avant leur solidarité avec les victimes. D'autres journalistes du groupe Bolloré, comme Geoffroy Lejeune, à la tête du Journal du dimanche, et Louis de Ragueneil, chef du service politique d'Europe 1, et même Pascal Praud, patron de l'émission « l'heure des pros », vaisseau amiral de la chaîne, ont fait savoir que le maintien de Morandini à l'antenne leur posait question. Sonia Mabrouk a finalement annoncé sa démission le 6 février par un communiqué à l'AFP. Elle entendait faire son préavis d'un mois. Cela aurait

pu laisser à son directeur, Serge Nedjar, un nouveau temps de réflexion. Mais Sonia Mabrouk a été dispensée de préavis par sa direction... Qu'en pense Vincent Bolloré, officiellement retiré des affaires ?

Il ne doit pas être heureux de voir sa belle entreprise, avec des audiences dépassant désormais ses principaux concurrents de la TNT, menacée d'explosion interne. En revanche il est certain qu'il n'est pas du genre à céder aux leçons de morale à géométrie variable édictées par les médias de gauche, de l'émission « Quotidien » sur TMC à « L'Humanité » ou au « Canard enchaîné », qui se gaussent du grand patron catholique qui refuse de sacrifier un délinquant homosexuel... Pas du genre non plus à céder à un effet de meute qui veut que la personne condamnée pour sa faute le soit toujours plus, sans limite, par un lynchage extrajudiciaire...

Dans le cas Morandini, la justice a prononcé des condamnations de l'ordre de deux ans de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende, un peu alourdies en appel. La Justice lui a interdit de rencontrer des mineurs, l'a obligé à suivre des soins, à indemniser ses victimes... Personne n'a dit que c'était trop. Mais la Justice n'a pas enjoint à ses employeurs de le priver de travail définitivement. Car si son émission est supprimée, il est clair que Morandini ne trouvera aucun autre employeur et il a soixante ans. Peut-il prendre une préretraite ? Ses collègues en seraient soulagés.

À la fin des années 1950, le président de l'Assemblée

nationale André Le Troquer fut pris dans l'affaire dite des « ballets roses » où quelques mères de famille lui donnaient en pâture leur progéniture pour laquelle un souteneur beau parleur promettait une future carrière dans les ballets de l'Opéra... L'amateur de jeunes filles, fut jugé et condamné (1960 et 1961) à un an de prison avec sursis et à une amende modeste contrairement à ses comparses... Mais il était déjà très vieux et mourut peu après. La question actuelle est : un délinquant sexuel, apparemment repentant en l'espèce, mérite-t-il la mort sociale ? Et qui a autorité et légitimité pour en décider ? Le public peut-être ?

Paul Chassard

Censure

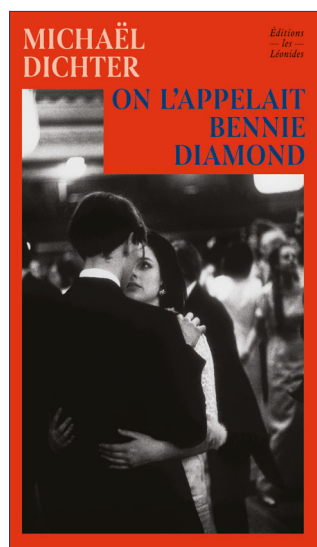
L'éviction d'Adèle van Reeth de France Inter – que Mediapart a traduite à sa façon : « la réorganisation provoquée par son départ vise à resserrer l'équipe de direction de Radio France pour mieux résister aux attaques des médias Bolloré et de l'extrême droite » — est intervenue alors qu'une commission d'enquête parlementaire examine le « financement » et la « neutralité » des chaînes publiques. En fait, derrière les grandes déclarations sur le « mal-être profond » de la rédaction, se cache ce qu'il faut appeler une victoire des amis de Jean-Luc Mélenchon : considérée comme une sociale-démocrate par bon nombre de proches des Insoumis, l'intéressée avait tenté d'apporter un certain pluralisme, même limité, sur les ondes. Cela montre la difficulté bien française

de considérer le service public comme autre chose qu'un instrument au service du Bien, autrement dit du politiquement correct, lequel doit toujours se situer le plus à gauche possible.

Ressurgit ainsi le problème de la censure. On a toujours feint de croire que celle-ci ne pouvait venir que de la droite, vendue au grand capital, et de l'État, laquais obligé des puissances d'argent. En fait, quiconque possède un pouvoir, ne serait-ce qu'à travers un micro, un écran ou une feuille imprimée, se trouve sujet à la tentation. Surtout si l'on est persuadé de lutter pour la bonne cause, ainsi que l'écrivait en décembre la CFDT, « résolument engagée contre les idées d'extrême droite » et appelant donc les journalistes à « faire de la pédagogie » auprès du grand public et à « rester maîtres du vocabulaire », notamment en ne reprenant pas ses « éléments de langage ».

On peut également s'interroger sur l'obsession du chef de l'État à établir des contrôles afin de s'assurer que l'on ne dispense pas de fake news et qu'on ne colporte pas de mauvaises idées. Se servant du problème de l'accès des mineurs aux sites pornographiques, il vient ainsi, sur le média en ligne Brut, de se réjouir de ce que, grâce à la Commission européenne, pour « quiconque va rentrer sur les réseaux sociaux, on vérifiera son âge ».

Justement, la Commission judiciaire du Congrès américain vient de publier un rapport, The Foreign Censorship Threat – Part II, qui décrypte comment l'Union européenne, via le Digital Services Act



ROMAN

Les diamantaires

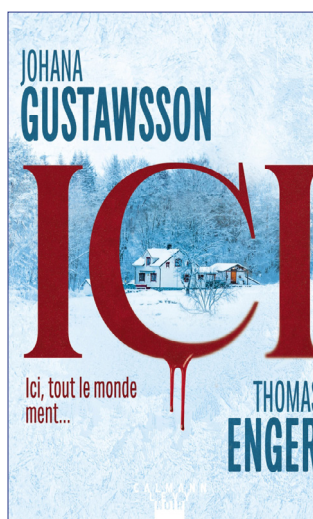
Scénariste et réalisateur, Michaël Dichter a construit son premier roman comme un film : les scènes se lisent, elles se visualisent aussi. Années 1970. Benjamin Goodman hésite entre deux carrières. Son père, un retoucheur de vêtements pauvre et pieux, le veut rabbin. L'adolescent, lui, est attiré par le monde de la lumière qu'incarne le grand-père paternel, diamantaire riche et respecté de la communauté juive d'Anvers et pourtant honni par sa famille. « Bennie » débute dans un atelier de taille avec l'ambition d'intégrer l'univers féroce de la Bourse du diamant.

« On l'appelait Bennie Diamond », Michaël Dichter, Éditions les Léo- nides, 300 p., 21,90 €.

POLAR

Tous des menteurs

Rien n'arrête les criminels, pas même le froid qui fige les rues d'Oslo. Kari Voss traque le tueur d'Eva et Hedda, des amies de son jeune fils disparu sept ans plus tôt. La policière est comportementaliste. Un battement de pau-



pière, un geste brusque... chaque mouvement du corps est source d'indices sur la culpabilité du suspect qu'elle interroge : un détail peut faire basculer l'enquête. Voici le premier tome d'une nouvelle série policière et de son héroïne imaginées par deux maîtres norvégiens du suspense. Rebondissements et intrigue finement nouée, ce polar glaçant saisit jusqu'à la moelle.

« Ici », Johana Gustawsson et Thomas Enger, Calmann-Lévy noir, 540 p., 22,50 €.

NATURE

Écouter les sons

Fermer les yeux pour mieux écouter. Tant de sons nous entourent : le chant des oiseaux, le tonnerre, une cloche... Le silence a sa sonorité, à nous de tendre l'oreille pour la percevoir. Caspar Henderson mêle récits du quotidien et données scientifiques pour présenter toute la diversité phonique. Il distingue quatre types de sons : celui de l'espace (Soleil...), de la Terre (volcan...), de la vie (cri d'animal) et de l'humanité (langues, musique).

« Une histoire naturelle des sons », Caspar Henderson, éditions Points, 576 p., 14,60 €.



REVUE

Crises à l'Élysée

Depuis la loi du 22 janvier 1879, l'Élysée est le centre du pouvoir. De Jules Grévy à Emmanuel Macron, Historia retrace les crises majeures qui ont secoué le palais de la République.

Autres articles : les cloîtres français de New York, *La Flagellation du Christ* du Caravage...

Historia, février 2026, 6,90 €. En kiosque.



La Nation Française

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

■ **Transport aérien** : Les nouvelles modalités de demande d'indemnisation auprès des compagnies aériennes qui ont eu un retard ou une annulation de vol par exemple sont entrées en vigueur le 7 février. Les consommateurs doivent obligatoirement commencer par saisir le Médiateur Tourisme et Voyage avant de saisir éventuellement un tribunal par voie d'assignation.

■ **Adoption** : Les candidats à l'adoption d'enfants doivent, depuis le 1er février, demander une attestation d'honorabilité sur le site honorabilite.social.gouv.fr, à l'instar des professionnels et bénévoles intervenant dans la protection et l'accueil d'enfants.

■ **Justice** : Les locaux français de X ont été perquisitionnés le 3 février par la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris. Elon Musk et Linda Yaccarino, ex-PDG du groupe, ont reçu une convocation par la justice française qui enquête sur des algorithmes qui viseraient à une surreprésentation de contenus d'extrême droite, auraient laissé passer des contestations de crimes contre l'humanité, des contenus pédopornographiques ou des images de personnes dénudées par une intelligence artificielle sans leur consentement. Elon Musk a dénoncé une attaque politique.

■ **Police** : Une magistrate de Grenoble avait été enlevée (ainsi que sa mère) dans la nuit du 5 février à son domicile pour extorquer des cryptomonnaies à son compagnon. Les deux femmes ont pu s'échapper 30 heures plus tard. 5 suspects ont été arrêtés par la police le 8 février.

■ **Barrages** : L'Assemblée nationale a voté le 5 février un projet de loi, exigé par les Institutions européennes, sur la privatisation de la moitié des barrages hydroélectriques dont une des conséquences

(DSA), a pu instaurer un contrôle du discours en ligne à portée extraterritoriale, donc y compris hors de l'UE. Elle estime en effet que cette pratique empêche l'expression de certaines opinions, la contestation de faits établis ou la remise en cause de politiques mises en œuvre par la Commission européenne ou par les gouvernements nationaux. À partir d'un outil de lutte contre le terrorisme, l'Union européenne a en effet élargi son champ à de nouveaux contenus, tels le Code de conduite sur les discours de haine en 2016 et le Code de bonnes pratiques contre la désinformation en 2018. Des « *actions de modération renforcée* » face aux « *contenus inappropriés* » seraient ainsi promues aussi bien dans le domaine politique que sociétal, climatique ou démographique.

Jean-Gabriel Delacour

Balance commerciale agroalimentaire

La chute est lourde. La balance commerciale agroalimentaire française, c'est-à-dire le bilan de nos exportations et importations annuelles, s'est effondrée ces dernières années. Elle est en effet passée de 10,2 milliards d'excédents en 2022 et encore 4,9 milliards en 2024 à seulement 200 millions en 2025, si l'on en croit les chiffres fournis par les douanes. La balance agricole, celle des seuls produits non-transformés, est négative à hauteur de 300 millions d'euros. Ce constat fut largement déploré au Sénat le 2 février dernier lors d'un

colloque organisé par l'Observatoire du déclin agricole, récemment créé.

Si l'on regarde dans le détail la situation de notre balance commerciale agroalimentaire on constate qu'elle n'est positive que pour l'exportation des bovins vivants (nos brouillards rencontrent un grand succès en Italie) et le soja. Elle est au contraire catastrophique pour ce qui est des produits laitiers transformés (beurre et fromage). Notre situation se détériore de façon spectaculaire avec la Chine, la Côte d'Ivoire (envolée des prix du cacao) et la Pologne (importation de volailles). Le risque est grand de voir la balance de nos échanges plonger dans les mois qui viennent avec les États-Unis au gré des humeurs de Donald Trump qui menace régulièrement l'Union européenne de relever certains droits de douane.

Il est certain que la première cause de cette évolution inquiétante de notre balance commerciale provient de la baisse de notre production agricole. Les normes environnementales et la diminution du nombre d'exploitations, qui s'accompagne de l'abandon des terres les moins productives, plombent littéralement la production française dans ce secteur. Il est sympathique de voir la ministre de l'Agriculture souhaiter une relance de cette production, mais force est de constater que les pouvoirs publics en sont les premiers responsables et ce depuis plusieurs décennies. Il faut élaborer une véritable stratégie nationale en la matière. Ce sera l'un des enjeux des prochaines élections présidentielles.

Jérôme Besnard

Biographie

Hervé de Guébriant dirigeant syndical agricole

Le comte Hervé Budes de Guébriant (1880-1972) restera comme l'un des grands dirigeants syndicaux agricoles français du XX^e siècle. Une biographie lui est enfin consacrée par l'historien David Bensoussan. Issu de la grande aristocratie, enraciné à Saint-Pol-de-Léon (Finistère), Guébriant est diplômé de l'Institut national agronomique. Héritier de près de 70 fermes et de plus d'un millier d'hectares en Bretagne, il prend en 1919 la présidence de l'Office central des œuvres mutuelles agricoles du Finistère, basé à Landerneau. Il s'agit d'un réseau de coopératives et de syndicats organisés selon les préceptes de la doctrine sociale de l'Église promue par les intellectuels catholiques sociaux (Frédéric Le Play, Albert de Mun) et hostile à la lutte des classes. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Office de Landerneau comptera 44 000 adhérents et 150 salariés. Comme le fait remarquer son biographe : « Dans les années 1930, le président de l'Office central se présente bien comme une des plus grandes figures agrariennes du pays. » Il s'allie avec l'agitateur nationaliste Henri Dorgères pour encadrer la colère paysanne en Bretagne.

Cette réussite personnelle et collective va trébucher sur les événements. En effet, pétainiste convaincu, Hervé de Guébriant adhère

en 1940 aux préceptes de la Révolution nationale. Pétain le nomme président de la commission chargée de mettre en place la Corporation paysanne. Même si son fils, maire de Saint-Pol-de-Léon, est fusillé par les Allemands à l'été 1944, Guébriant est interné de novembre 1944 à août 1945 et ne reprend les rênes de l'Office de Landernau qu'à l'automne 1946, malgré l'opposition tenace que lui voue le socialiste Tanguy-Prigent, un temps ministre de l'Agriculture.

Comme l'écrivit l'historien Emmanuel Leroy Ladurie, pendant la guerre, « *doué de peu de flair et de trop de gros bon sens, Guébriant eut surtout tort de se tromper* ». Il reste que les structures agricoles mises en place dans le Finistère fonctionnèrent encore deux décennies avant que l'Office de Landerneau ne se fracture en activités autonomes. Guébriant et son équipe se sont facilement emparé des rênes de la FDSEA du Finistère. En 1970, ultime hommage, Hervé de Guébriant se verra décerner la distinction de grand-officier de la Légion d'honneur par Georges Pompidou.

J. B.

David Bensoussan, *Hervé de Guébriant*, Presses universitaires de Rennes, 500 p., 30 euros.

serait d'obliger EDF à vendre son électricité à perte à ses concurrents.

■ **Entreprises** : 68 564 entreprises ont fait faillite en France en 2025.

■ **Foot** : Le Paris Saint-Germain a battu l'Olympique de Marseille le 8 février par 5 buts à zéro et est en tête de la Ligue 1.

Super Bowl

Les « Requirins » de Seattle (côte pacifique) contre les « Patriotes » de Nouvelle Angleterre (côte atlantique) : la finale de la coupe de football américain au stade de Santa Clara (Californie) le 8 février a rassemblé plus de cent millions de téléspectateurs, y compris hors des États-Unis. C'est l'événement sportif de l'année, quoique la coupe du monde de football (européen) 2026 se tiendra aux États-Unis durant l'été. La NFL (Ligue Nationale de Football) fait chaque année le choix du spectacle qui sera donné pendant la mi-temps, valorisant les étoiles en vogue de la musique. Dès septembre, elle avait désigné le n° 1, couronné le 1er février aux Grammy Awards, « Bad Bunny » (Méchant Lapin), de son nom Benito Martinez Ocasio, un Américain portoricain, qui désormais ne s'exprime plus qu'en espagnol (parlé par près de 15 % de la population américaine). C'était la première fois (sauf une exception francophone en 1963 avec Sœur Sourire) que la prestigieuse académie distinguait un album non-anglophone. Donald Trump avait décidé de boycotter l'événement. La NFL a maintenu son choix. Il est important pour elle de gagner un public aussi large que possible dans la communauté latino pour un sport longtemps caractérisé comme « anglo ».

La presse internationale y a vu un « tournant » dans l'industrie musicale américaine. Les succès américains ont depuis longtemps été faits d'emprunts aux rythmes afro-américains et latinos. Aujourd'hui, les

anciennes marges revendiquent leur place au centre du dispositif. On l'avait vu avec la K-Pop coréenne, qui avait manqué de peu la palme la dernière fois ; le Reggaeton de « Bad Bunny » cette année a triomphé. La campagne contre la police de l'immigration (ICE) y est sans doute pour quelque chose. Elle était déjà à l'origine - malgré elle - d'un excellent « tube » : « On the Streets of Minneapolis » par Bruce Springsteen. Les chefs de ICE avaient promis de traquer les illégaux qui assisteraient au match. La NFL s'y est fermement opposée.

Si certains peuvent ressentir une forme d'hispanisation de la culture américaine, les Portoricains se plaignent d'une « gentrification » de leur île qui entraîne l'importation de ce qu'il y a de pire dans l'américanisation, la touristification, et finalement l'anglicisation. Au même moment où « Bad Bunny » s'imposait en Californie, plusieurs milliers de militaires américains débarquaient à nouveau sur son île dans le cadre du plan de prise de contrôle du Venezuela et au-delà de blocus de Cuba. Au temps de la guerre froide, l'armée américaine entretenait une dizaine de bases sur le sol de Porto-Rico (9 000 km²).

« Echangerait Porto-Rico pour le Groenland », le projet a déjà figuré dans les vues de la Maison Blanche dans le passé. Les partisans de Trump n'avaient pas eu de mots assez durs contre cette « poubelle » des Caraïbes. Ce n'est pas un hasard si six millions de Porto-Ricains vivent aux États-Unis tandis que la population locale tombera bientôt à trois mil-

■ **Santé** : Des lots de lait infantile vendus par les principales marques mondiales sont contaminés par le céruléide, une toxine contenue dans un additif acheté au Chinois Cabi Biotech, important fabricant d'Omega 6 et d'acide docosahexaénoïque (DHA).

■ **Pollution** : Les bateaux de l'association The Ocean cleanup revendiquent le ramassage de 25 millions de kg de plastique à la surface des océans et dans les cours d'eau en 2025. Selon l'Onu plus de 11 millions de tonnes de déchets plastiques entrent dans les océans chaque année et le stock de déchets plastiques immergés dépasse les 200 millions de tonnes. Ceux-ci se dégradent en microplastiques qui entrent dans la chaîne alimentaire.

■ **Libye** : Seif al-Islam Kadhafi, un des fils du colonel Kadhafi, a été assassiné chez lui à Zenten le 4 février par un commando de 4 hommes. Il avait 53 ans et passait pour un candidat crédible à une éventuelle élection présidentielle.

■ **Iran** : Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi s'est rendu, le 6 février à Mascate (sultanat d'Oman) où étaient également le représentant spécial et le gendre du président Trump, Steve Witkoff et Jared Kushner. Le ministre des Affaires étrangères d'Oman a fait la navette entre les deux délégations qui étaient dans des locaux séparés.

■ **Iran** : La Prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi, 53 ans, a de nouveau été condamnée à 6 ans de prison le 8 février à Téhéran.

■ **Péninsule ibérique** : La dépression Leonardo le 5 février puis la tempête Marta le 7 février, avec des torrents de pluie, a causé de grands dommages en Espagne et au Portugal où on a compté au moins un mort. Nigeria : Plus de 170 chrétiens ont été massacrés dans le vil-

lage de Woro (État de Kwara) le 3 février par des djihadistes qui ont incendié le palais royal et sans doute enlevé le roi local.

Algérie : Les États-Unis ont laissé dire, le 4 février, qu'ils envisagent des sanctions contre l'Algérie au cas où se confirmerait la commande algérienne d'une douzaine de chasseurs furtifs de cinquième génération Sukoï-57 et autant ou plus de bombardiers Su-34 au conglomérat Rostec.

■ **Industrie** : Le groupe français Michelin a annoncé avoir acquis Flexitalis, spécialiste américain des joints, 1 200 salariés pour 220 millions de dollars de chiffre d'affaires.

■ **Automobile** : Stellantis a annoncé le 6 février une réorientation stratégique qui coûtera au moins 22 milliards en investissements et en pénalités européennes diverses. Les objectifs d'électrification voulus par les autorités européennes se sont révélés non conformes aux attentes du marché et ont mis l'entreprise en grande difficulté face au dumping chinois. Celui-ci est quasi imparable car les mêmes autorités ambitionnent un accord de libre-échange avec la Chine sur le modèle de l'accord avec l'Inde pour contrebalancer la fermeture des marchés nord-américains par la politique douanière de Donald Trump.

■ **Ski** : Les Jeux olympiques d'hiver ont commencé en Italie le 6 février. Ils sont organisés par Milan et la station de ski de Cortina d'Ampezzo (6 000 habitants) dans les Dolomites.

■ **Japon** : le Parti libéral-démocrate (PLD) de la Première ministre Sanae Takaichi a largement remporté les élections législatives du 8 février. Il aurait 300 députés sur 465 sièges.

■ **Portugal** : Le candidat socialiste Antonio José Seguro Lors, 63 ans, a remporté le second tour de l'élection présidentielle le 8 février, battant largement

lions. Une majorité des habitants (57 % lors du référendum indicatif de novembre 2024) souhaitent depuis longtemps que l'île, territoire associé, soit promue comme 51^e État de la Fédération, contre 31 % qui privilégient l'indépendance.

Dominique Decherf

Bitcoin en crise

Le Bitcoin est une cryptomonnaie, une monnaie virtuelle fabriquée en qualité limitée et gérée par des personnes privées depuis 2009. Ce n'est pas une simple facilité de paiement offerte par des informaticiens de pointe. Le Bitcoin est le produit d'une idéologie, celle des libertariens, qui estiment que la monnaie doit résulter du jeu de l'offre et de la demande. Ceci hors de tout contrôle de l'État et de la Banque centrale, dont les libertariens souhaitent la disparition.

Ainsi présentée, la cryptomonnaie semble séduisante par sa modernité. En fait, c'est seulement la technique qui est nouvelle car ce système monétaire n'est rien d'autre qu'une réplique de l'étalon-or. Comme tout système non-contrôlé par des autorités publiques, le Bitcoin est hautement spéculatif. Cela signifie que la valeur de cette monnaie virtuelle monte et descend selon des facteurs irrationnels. C'est d'ailleurs ce que confirme la lecture de la presse financière. Tantôt le marché est « euphorique », tantôt on observe une « aversion pour le risque » ce qui signifie tout simplement que les spéculateurs ont peur de tout perdre. Quand cette peur se trans-

forme en panique, c'est la crise. Et comme toutes les places financières sont connectées, la crise est mondiale.

Tandis que les médias français concentrent leur attention et la nôtre sur les répercussions en France de l'affaire Epstein, le Bitcoin est dans la tourmente. Cette monnaie a perdu 20 % de sa valeur depuis le 1^{er} janvier et les actions des sociétés liées aux crypto-monnaies sont en chute. Ainsi, la société Strategy a perdu plus de 12 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2025.

Comme à chaque crise, les gros perdants insistent pour qu'on ne vende pas leurs titres, en jurant que la crise sera de courte durée et que ceux qui n'ont pas perdu leur sang-froid feront de gros profits. Parfois, le pari est gagné. Parfois, il est perdu. C'est un jeu pour les très gros joueurs. Si les particuliers restent trop longtemps à leur table, ils perdront tôt ou tard ce qu'ils ont misé.

Claudine Uzerche

Costa Rica

Le 1^{er} février, la victoire au Costa Rica de Laura Fernández Delgado dès le premier tour avec 48 % des voix pourrait marquer une rupture, même si certains commentateurs y ont vu, comme *Le Monde*, une volonté de poursuivre la ligne de « droite dure » de son prédécesseur Rodrigo Chaves Robles. En fait, le pays qui a supprimé son armée en 1949 s'est engagé dans une recomposition profonde de son paysage politique. Il y avait en effet vingt candidats, dont plusieurs femmes, et il au-

rait fallu un second tour si aucun d'eux n'avait atteint le seuil constitutionnel de 40 % – lors de la précédente présidentielle, l'abstention y était montée à 40 %.

Longtemps défini par sa stabilité institutionnelle, son bipartisme modéré et ses compromis sociaux, ce petit pays d'environ 5,3 millions d'habitants et de 51 000 km² semble voir s'installer un populisme conservateur centré sur la sécurité et l'efficacité exécutive, tout en exprimant une certaine défiance envers les contre-pouvoirs traditionnels. La volonté de fermeté face au narcotraffic et aux gangs a joué en faveur de la nouvelle élue. Par ailleurs, si le catholicisme conserve son statut de religion de l'État, le pays connaît une recomposition religieuse marquée par la progression du protestantisme évangélique et par l'augmentation des personnes sans affiliation confessionnelle, aux côtés des communautés juives, musulmanes, bouddhistes et baha'ies. La nouvelle présidente a d'ailleurs été accusée non seulement de promouvoir une politique d'« ultra-droite », mais aussi de mettre « en avant sa foi catholique » et de « s'allier aux Églises évangéliques ».

La victoire de Laura Fernández s'inscrit aussi dans une dynamique continentale. Après Nayib Bukele au Salvador, Javier Milei en Argentine, Nasry Asfura au Honduras, José Geri au Pérou, Rodrigo Paz en Bolivie et José Antonio Kast au Chili, le Costa Rica consolide ainsi le camp des pays misant sur l'ordre et la fermeté. Cette nouvelle droite partage des traits communs, à savoir le rejet

des élites, la priorité donnée à la sécurité et l'usage intensif des réseaux sociaux pour contourner les médiations classiques, d'où des problèmes avec la justice et la presse.

Le mandat de Rodrigo Chaves Robles (2022-2026) – à ne pas confondre avec Álvaro Ramos Chaves, à la tête de la principale formation d'opposition, le Parti de Libération nationale – qui pourrait d'ailleurs devenir ministre du nouveau gouvernement, s'achève sur un contraste. Cibléd par de multiples enquêtes judiciaires, l'ancien chef de l'État a conservé une popularité proche de 60 %, une des plus élevées d'Amérique latine. Cette adhésion repose sur des résultats macroéconomiques tangibles, puisque le chômage est tombé à 7 %, son plus bas niveau depuis plusieurs années, et que le taux de pauvreté est passé de 18 % à 15,2 %, avec une inflation contenue.

Plutôt que des clones de Donald Trump, les nouveaux dirigeants de droite d'Amérique latine expriment des préoccupations de plus en plus répandues, notamment par rapport à l'insécurité.

Jean Étèvenaux

L'Olympiade de l'élégance

Mettons de côté la prestation inconsistante de la chanteuse américaine Mariah Carey, au contraire de celle, à la fin, du ténor italien Andrea Bocelli, ainsi que les propos convenus des journalistes français se contentant de lire leurs notes. Il reste que la cérémonie d'ouverture des Jeux

olympiques d'hiver de Milan-Cortina, orchestrée sur quatre sites, a été placée sous le signe de l'élégance italienne, même si certains ont cru pouvoir parler d'un « certain conformisme » et d'une tonalité « ultra classique ». En réalité, le concepteur Marco Balich avait voulu un moment plus consensuel qu'à Paris 2024, afin de « transmettre de bons messages, pas des messages qui divisent » avec des scènes comme la tête décapitée de Marie-Antoinette ou la parodie de la Cène mode LGBT.

On n'a donc pu qu'admirer la manière dont l'Italie s'est mise en scène. La mode et le design ont été agrémentés par des jeux de lumière et des couleurs, y compris avec des mannequins esquissant, pour une fois, des sourires. Il y a eu des rappels du passé, par exemple avec des légionnaires romains polychromes et, surtout, les grosses têtes des compositeurs Rossini, Puccini et Verdi, en habits. Autres références à l'histoire nationale, la vasque inspirée de Léonard de Vinci et le ballet du baiser de Cupidon à Psyché emprunté au sculpteur Canova. Ce qui n'empêchait pas des annonces dites d'abord en français.

Le président Sergio Mattarella, 84 ans bon pied bon œil et toujours discrètement présent dans la politique romaine, s'est en quelque sorte dédoublé. On l'a d'abord vu dans un petit film transporté avec des enfants dans le mytique tram jaune milanais conduit par le champion de moto Valentino Rossi. Il a ensuite inauguré les Jeux en compagnie de la présidente du Comité international olympique, la nageuse

zimbabwéenne Kirsty Coventry, une Blanche qui a été ministre pendant plus de six ans dans son pays.

On comprend que le thème retenu ait été celui de l'harmonie.

Précis

Rétromobile

Les Jeux olympiques d'hiver viennent de commencer en Italie sur le site de Milan-Cortina. Cortina d'Ampezzo est une station de ski réputée du massif des Dolomites qui avait déjà accueilli les Jeux olympiques en 1956. Sa notoriété lui a valu de donner son nom à un modèle de voiture du fabricant américain Ford, la Ford Cortina. D'autres constructeurs automobiles ont également donné un nom de station de ski ou de montagne à l'un de leur modèle.

Même si les villes ou les fleuves ont été plus souvent choisis pour dénommer des voitures, les massifs montagneux et leurs stations ont également inspiré les directions commerciales des constructeurs les considérant comme porteurs pour stimuler les ventes.

La Ford Cortina, produite de 1962 à 1982 essentiellement dans l'usine anglaise de Dagenham, avait connu un lancement spectaculaire avec une démonstration de conduite, par de célèbres pilotes de courses de l'époque, sur la piste de bobsleigh de Cortina !

Un autre constructeur américain, Dodge, a donné le nom d'une station de ski à l'un de ses modèles, l'Aspen, produite entre 1976 et 1980, en référence à une des destinations les plus prisées pour les sports d'hiver dans les Montagnes

le candidat d'extrême droite André Ventura. Il prendra ses fonctions le 9 mars.

États-Unis : Le prestigieux quotidien *Washington Post*, propriété de Jeff Bezos, a licencié 300 journalistes sur 800 à cause d'un déficit chronique. Son directeur de la publication, Will Lewis, a démissionné.

Rocheuses.

Pourtant, plutôt que les sports d'hiver, l'univers des cimes est davantage retenu pour son évocation des rallyes dont les épreuves les plus spectaculaires ont lieu sur des routes escarpées de montagne.

Ainsi, bien que plutôt située sur le créneau des voitures de tourisme, la Ford Cortina a néanmoins disposé d'une version sportive, la Ford Cortina Lotus, engagée dans plusieurs courses à succès en Europe et en Amérique du Nord.

Les Dolomites, montagnes où se situe la cité de Cortina d'Ampezzo, ont également donné leur nom à un modèle de l'ancien constructeur britannique Triumph, la Triumph Dolomite avec, elle aussi, sa version sportive, la Sprint, engagée dans plusieurs rallyes.

Si le plus célèbre d'entre eux, du moins en Europe, reste le rallye de Monte-Carlo, ce n'est pas lui mais une autre épreuve qui a le plus inspiré les dénominations de voitures sportives. Il s'agit de la Coupe des Alpes, aujourd'hui disparue, mais qui a fait les beaux jours des amateurs de sensations fortes entre 1946 et 1972. On le comprend mieux quand on sait que son appellation anglaise était Alpine Rally.

Le succès remporté à plusieurs reprises dans la com-

Chemins du monde

pétition par la Sunbeam 90 conduit les responsables de cette ancienne marque anglaise à rebaptiser le modèle Sunbeam Alpine. Au volant d'un de ces véhicules, le célèbre pilote Stirling Moss s'est adjugé trois fois la victoire en 1952, 1953 et 1954, remportant ainsi la Coupe d'Or attribué au vainqueur de la course trois années de suite. Petit clin d'œil aux nostalgiques des séries télévisées des années 1960, la Sunbeam Alpine était aussi la voiture de l'improbable agent secret Max la Menace !

La Coupe d'Or fut également remise au pilote français Jean Vinatier après son triple succès en 1968, 1969 et 1971 (il n'y avait pas eu d'épreuve en 1970) au volant d'une... Alpine Renault.

En effet, Alpine a non seulement été un modèle mais est également celui d'une marque française, propriété du groupe Renault, créée à Dieppe en 1955, suspendue en 1995 et relancée avec bonheur en 2012. Là non plus, le choix du nom n'est pas fortuit. Son créateur, Jean Rédélé, pilote de rallye sur une Renault 4CV, remporte, en 1954, une coupe du Critérium des Alpes. C'est en souvenir de ce succès et plus généralement de ses meilleures courses sur les routes sinueuses et entrelacées des Alpes qu'il décide d'appeler ses automobiles Alpine.

De la célèbre berlinette A 110 lancée en 1962 jusqu'à la dernière A 390 présentée en 2025, la marque au A fléché n'a pas cessé d'étonner et de séduire. Avec une telle appellation, pas étonnant que le nom et le renom de la marque soient aujourd'hui au sommet !

Fabrice de Chanceuil



UN LIEU UNIQUE POUR VIVRE ENSEMBLE

Un lieu de vie à taille humaine, pensé pour bien vivre, entouré, sans renoncer à son indépendance.

Villa Plaisance est une maison adaptée et équipée accueillant **9 habitants**, chacun disposant de **sa chambre avec salle d'eau privative**, au sein d'un environnement chaleureux, sécurisé et convivial. Les espaces partagés, salons lumineux, cuisine, terrasse et jardin, favorisent les échanges, tout en respectant l'intimité et le rythme de chacun.

Au quotidien, les habitants bénéficient d'un **accompagnement humain attentif**, assuré par une équipe expérimentée issue de **Vivre ADOM**, acteur reconnu de l'aide à domicile depuis près de **20 ans dans les Hauts-de-Seine**.

Une présence bienveillante, structurée et rassurante, fondée sur des valeurs essentielles : **écoute, respect et professionnalisme**.

Réservez votre chambre www.villa-plaisance.fr

LES ATOUTS DE VILLA PLAISANCE :

- Maison à taille humaine : seulement 9 habitants
- Activités quotidiennes adaptées : bien-être, mémoire, sorties
- Sécurité et sérénité : accompagnement 7j/7, téléassistance la nuit (éligible aux aides APA/PCH et 50% de crédit d'impôt.)
- Coordination permanente avec les familles et les acteurs médico-sociaux
- Repas faits maison chaque jour, pris en toute convivialité
- Équipe qualifiée et engagée, formée à l'aide et à la coordination sociale

Devenir Colocataire : www.villa-plaisance.fr



 66 rue de plaisance - 92140 Clamart • Téléphone : 01 83 90 15 98 • Email : contact@villa-plaisance.fr

Maurice Barrès, le grand écrivain

La Société des lecteurs de Maurice Barrès organise **le 11 février 2026 à 20 h 00 au restaurant *Le Standard*, 1 boulevard du Montparnasse, Paris 75007** (Métro Duroc) un dîner conférence autour de l'avocat et écrivain Michel Guénaire et de son livre *Maurice Barrès, le grand écrivain retrouvé* (Perrin, février 2026).

Donald, ou quand dire c'est faire.

Éric Fauquet dédicace son ouvrage à propos de ce qu'il faut comprendre de Donald Trump à travers les symboles contenus dans les discours prononcés par les grands et petits de ce monde. **Mardi 10 février à la librairie éphémère Shakespeare, 109 Bd Haussmann 75008 Paris.** 18 h 30 - 21 h. Entrée libre.